

Table des matières

1. DROIT EXTRAPATRIMONIAL DE LA FAMILLE

1.1. Droits fondamentaux

1.1.1. Textes nationaux

17 OCTOBRE 1868. – CONSTITUTION COORDONNÉE (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	2
---	---

1.1.2. Textes internationaux

4 NOVEMBRE 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (telle qu'amendée par les protocoles n ^{os} 11 et 14)	3
--	---

12 DÉCEMBRE 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>)	3
--	---

1.1bis. Le juge aux affaires familiales

3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	4
---	---

27 JUIN 2018. – LOI instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification: 1. du Nouveau Code de procédure civile; 2. du Code civil; 3. du Code pénal; 4. du Code de la sécurité sociale; 5. du Code du travail; 6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes; 7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse; 9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance; 10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats; 11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 589, 12 juillet 2018</i>)	13
---	----

1.2. Mariage et devoirs des époux

1.2.1. Textes nationaux

15 MARS 1803. – CODE civil	50
--------------------------------------	----

3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	56
---	----

16 JUIN 1879. – CODE pénal.	58
-------------------------------------	----

17 OCTOBRE 1868. – CONSTITUTION COORDONNÉE (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	59
---	----

4 JUILLET 2014. – LOI portant a) réforme du Titre II.- du Livre I ^{er} du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95; b) réforme du Titre V.- du Livre I ^{er} du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228; c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496, alinéa 1, 509-1, alinéa 2, 730, 791, 847 à 849, 852, alinéa 3, 980, alinéa 2, 1405, 1409 et 1676, alinéa 2, et abrogation des articles 296 et 297 et 1595 du Code civil; d) modification de l'article 66 du Code de commerce; e) modification des articles 265, alinéa 1 ^{er} , 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile; f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile; g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre I ^{er} du Code pénal; h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage (<i>Mémorial A n° 125, 17 juillet 2014</i>)	59
---	----

1.2.2. Conventions internationales

5 SEPTEMBRE 1980. – CONVENTION relative à la délivrance d'un certificat de capacité matrimoniale	71
20 DÉCEMBRE 1990. – LOI portant approbation de la Convention sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages, signée à La Haye, le 14 mars 1978 (<i>Mémorial A n° 78, 28 décembre 1990</i>)	72

1.2.3. Jurisprudence

AUTONOMIE MOBILIÈRE - Article 222 du Code civil, référé Divorce n° 31/2012 du 13 janvier 2012	76
CONTRIBUTION AUX CHARGES DU MARIAGE - Article 214 du Code civil, JP Lux, 17 juin 2014, n° 2490/14	76
LOGEMENT DE FAMILLE - Article 215, alinéa 2, du Code civil, CSJ, 31 oct. 2012, numéro 37539 du rôle .	79
MARIAGE NUL, MAJEUR SOUS PROTECTION DE JUSTICE - TA Lux, 4 novembre 2009, n° 79.012 du rôle . .	81
MARIAGE PUTATIF - Articles 201 et 202 du Code civil, JP Lux, 3 avril 2014, numéro 1624/14	84
MARIAGE - DISPENSE JUDICIAIRE DE L'ÂGE MINIMUM POUR MOTIFS GRAVES - MILIEU TRADITIONNALISTE MUSULMAN - TALux, 31 octobre 2019, Jugement n° 2019TALJAF/002699	87

1.3. Partenariat

1.3.1. Textes nationaux

9 JUILLET 2004. – LOI modifiée relative aux effets légaux de certains partenariats (<i>Mémorial A n°143, 6 août 2004</i>)	89
---	----

1.3.2. Jurisprudence

CONCUBINAGE - CSJ, 22 mars 2006, n° 29955 du rôle	108
CONCUBINAGE - JP Lux, 28 octobre 2016, n° 3876/16	111
PARTENARIAT - JP Lux, 21 août 2015, n° 3197/15	112
PARTENARIAT - TALux, 8 juillet 2016, Numéro 172.217 du rôle	114
PARTENARIAT - MESURES PROVISOIRES ET URGENTES - JP Lux, référé, 13 mars 2017, n° 1081/17	116

1.4. Divorce et séparation de corps

1.4.1. Divorce

15 MARS 1803. – CODE civil	120
3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	124
17 MAI 2002. – ARRÊT N° 13/02 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 60, 13 juin 2002</i>)	130

1.4.2. Séparation de corps

15 MARS 1803. – CODE civil	132
3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	133

1.4.3. Convention internationale et règlement (UE)

20 DÉCEMBRE 1990. – LOI portant approbation de la Convention sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps, faite à La Haye, le 1 ^{er} juin 1970 (<i>Mémorial A n° 78, 28 décembre 1990</i>)	134
20 DÉCEMBRE 2010. – RÈGLEMENT (UE) N° 1259/2010 DU CONSEIL mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (<i>J.O. L 343, 29 décembre 2010</i>)	137

1.4.4. Jurisprudence

LOGEMENT DE FAMILLE APRÈS DIVORCE - QUESTION PRÉJUDICIELLE - TALux, 19 décembre 2019, rôles n° TAL-2019-04012 et n° TAL-2019-08892	141
--	-----

1.5. Le Droit de l'enfant

1.5.1. Autorité parentale

1.5.1.1. Textes nationaux

15 MARS 1803. – CODE civil	146
3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	151
18 AVRIL 1984. – LOI relative à la délégation et à la déchéance de l'autorité parentale et à la tutelle aux prestations sociales (<i>Mémorial A n° 51, 7 juin 1984</i>)	154
4 MAI 1984. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant, en application de l'article III de la loi du 18 avril 1984 relative à la délégation et à la déchéance de l'autorité parentale et à la tutelle aux prestations sociales, la procédure à suivre devant le juge des tutelles en matière de tutelle aux prestations sociales (<i>Mémorial A n° 51, 7 juin 1984</i>)	157

1.5.1.2. Textes internationaux

19 JUILLET 1933. – ARRANGEMENT entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique en vue du rapatriement des enfants mineurs qui se sont soustraits à l'autorité paternelle ou tutélaire (<i>Mémorial A n° 34, 22 juillet 1933</i>)	158
20 MAI 1980. – CONVENTION EUROPÉENNE sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants.	159
25 OCTOBRE 1980. – CONVENTION sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, faite à La Haye	164

12 JUIN 1992. – CONVENTION entre le grand-duché de Luxembourg et la république portugaise relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite (<i>Mémorial A n° 23, 30 mars 1995</i>)	168
27 NOVEMBRE 2003. – RÈGLEMENT (CE) N° 2201/2003 DU CONSEIL relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (Bruxelles IIbis) (<i>J.O. L 338, 23 décembre 2003; Rect. J.O. L 82, 22 mars 2013</i>) ...	172
16 JUIN 2010. – LOI portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (<i>Mémorial A n° 109, 15 juillet 2010</i>)	188

1.5.1.3. Jurisprudence de la Cour Constitutionnelle

26 MARS 1999. – ARRÊT N° 07/99 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 41, 20 avril 1999</i>)	197
12 DÉCEMBRE 2008. – ARRÊT N° 47/08 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 197, 22 décembre 2008</i>)	198
7 JUIN 2013. – ARRÊT N° 98/13 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 110, 28 juin 2013</i>)	200
7 JUIN 2013. – ARRÊT N° 99/13 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 110, 28 juin 2013</i>)	202

1.5.2. Congés

1.5.2.1. Congé d'accueil

31 JUILLET 2006. – CODE du travail	204
------------------------------------	-----

1.5.2.2. Congé de maternité

31 JUILLET 2006. – CODE du travail	207
------------------------------------	-----

1.5.2.3. Congé parental

31 JUILLET 2006. – CODE du travail	208
------------------------------------	-----

1.5.2.4. Congé pour raisons familiales

31 JUILLET 2006. – CODE du travail	214
------------------------------------	-----

1.5.3. Filiation

1.5.3.1. Filiation par le sang

Textes nationaux

15 MARS 1803. – CODE civil	217
----------------------------	-----

Textes internationaux

10 SEPTEMBRE 1970. – CONVENTION de Rome sur la légitimation après mariage	223
26 NOVEMBRE 1981. – LOI portant approbation de la Convention européenne sur le statut juridique des enfants nés hors mariage, faite à Strasbourg, le 15 octobre 1975 (<i>Mémorial A n° 94, 19 décembre 1981</i>)	225
12 SEPTEMBRE 1962. – CONVENTION relative à l'établissement de la filiation maternelle des enfants naturels	226

Jurisprudence de la Cour Constitutionnelle

6 JUIN 2008. – ARRÊT N° 44/08 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 104, 18 juillet 2008</i>)	228
--	-----

4 JUILLET 2008. – RECTIFICATIF de l'Arrêt de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 104, 18 juillet 2008</i>) .	229
15 MAI 2009. – ARRÊT N° 50/09 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 127, 8 juin 2009</i>)	230
25 MARS 2011. – ARRÊT N° 61/11 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 61, 8 avril 2011</i>)	232
29 JUIN 2012. – ARRÊT N° 72/12 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 139, 10 juillet 2012</i>)	234
28 NOVEMBRE 2014. – ARRÊT N° 113/14 de la Cour constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 226, 10 décembre 2014</i>)	235

Jurisprudence du Tribunal d'arrondissement

TAL, 29 MARS 2017, N° 544 / 2017	239
--	-----

1.5.3.2. Filiation adoptive

Adoption simple et adoption plénière (conditions, effets, conflits de loi)

15 MARS 1803. – CODE civil	242
--------------------------------------	-----

Procédure en matière d'adoption

3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	247
31 JANVIER 1998. – LOI portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant (<i>Mémorial A n° 9, 17 février 1998</i>)	249

Adoption internationale

14 AVRIL 2002. – LOI – portant approbation de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, – modifiant certaines dispositions du Nouveau code de procédure civile, et – introduisant l'article 367-2 au code pénal (<i>Mémorial A n° 50, 17 mai 2002</i>)	251
3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	257

Déclaration d'abandon

3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	259
---	-----

Révocation de l'adoption simple

3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	261
---	-----

Jurisprudence de la Cour Constitutionnelle

13 NOVEMBRE 1998. – ARRÊT N° 02/98 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 102, 8 décembre 1998</i>) .	262
7 JANVIER 2005. – ARRÊT N° 25/05 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 8, 26 janvier 2005</i>) . . .	263
5 MARS 2010. – ARRÊT N° 53/10 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 43, 17 mars 2010</i>)	265
13 DÉCEMBRE 2013. – ARRÊT N° 105/13 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 229, 27 décembre 2013</i>)	266

1.5.4. Protection de l'enfant

1.5.4.1. Audition de l'enfant en justice

15 MARS 1803. – CODE civil	268
3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	269

1.5.4.2. Jeunesse

10 AOÛT 1992. – LOI modifiée relative à la protection de la Jeunesse (<i>Mémorial A n° 15, 25 septembre 1992</i>).	270
31 JUILLET 1979. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la procédure à suivre devant le tribunal de la jeunesse lorsqu'il est saisi en application de l'article 302, alinéa 2 du Code Civil (<i>Mémorial A n° 71, 6 septembre 1979</i>)	276
7 SEPTEMBRE 1907. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL concernant la protection des enfants du premier âge (<i>Mémorial A n° 50, 14 septembre 1907</i>).	276
16 JUIN 2004. – LOI modifiée portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État (<i>Mémorial A n° 130, 20 juillet 2004</i>)	278
22 DÉCEMBRE 2006. – LOI portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de moins de seize ans (<i>Mémorial A n° 237, 29 décembre 2006</i>)	285
31 OCTOBRE 2007. – LOI modifiée sur le service volontaire des jeunes, modifiant 1. le Code des assurances sociales, 2. la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire (<i>Mémorial A n° 123, 16 juin 2011</i>)	286
4 JUILLET 2008. – LOI modifiée sur la jeunesse (<i>Mémorial A n° 109, 25 juillet 2008</i>)	289
16 DÉCEMBRE 2008. – LOI modifiée relative à l'aide à l'enfance et à la famille (<i>Mémorial A n° 192, 22 décembre 2008</i>)	307

1.5.4.3. Ombuds-Comité fir Kanner a Jugendlecher

1 ^{ER} AVRIL 2020. – LOI instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification: 1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille (<i>Mémorial A n° 282, 14 avril 2020</i>)	312
--	-----

1.5.4.4. Textes internationaux

20 DÉCEMBRE 1993. – LOI portant 1) approbation de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 2) modification de certaines dispositions du code civil (<i>Mémorial A n° 104, 29 décembre 1993</i>)	317
--	-----

1.5.5. Responsabilité parentale

15 MARS 1803. – CODE civil	327
--------------------------------------	-----

1.5.6. Tutelle et émancipation

15 MARS 1803. – CODE civil	328
--------------------------------------	-----

1.6. Aliments

1.6.1. Textes nationaux

15 MARS 1803. – CODE civil	336
16 JUIN 1879. – CODE pénal	341

26 JUILLET 1980. – LOI modifiée concernant l’avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité (<i>Mémorial A n° 55, 12 août 1980</i>)	342
2 DÉCEMBRE 1983. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités d’application de la loi du 26 juillet 1980 concernant l’avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le fonds national de solidarité (<i>Mémorial A n° 105, 12 décembre 1983</i>)	343

1.6.2. Textes internationaux

18 DÉCEMBRE 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 4/2009 MODIFIÉ DU CONSEIL relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l’exécution des décisions et la coopération en matière d’obligations alimentaires (<i>J.O. L 7, 10 janvier 2009; Rect. J.O. L 131, 18 mai 2011; Rect. J.O. L 8, 12 janvier 2013</i>)	345
3 AOÛT 2011. – LOI modifiée portant mise en application du Règlement (C.E.) n° 4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l’exécution des décisions et la coopération en matière d’obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile (<i>Mémorial A n° 175, 12 août 2011</i>)	404
3 AOÛT 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution des articles 2 et 3 de la loi du 3 août 2011 portant mise en application du règlement (CE) n° 4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l’exécution des décisions et la coopération en matière d’obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile (<i>Mémorial A n° 175, 12 août 2011</i>)	405
30 NOVEMBRE 2009. – DÉCISION 2009/941/CE DU CONSEIL relative à la conclusion, par la Communauté européenne, du protocole de La Haye du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires (<i>J.O. L 331, 16 décembre 2009</i>)	406
23 NOVEMBRE 2007. – PROTOCOLE de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires (<i>J.O. L 331, 16 décembre 2009</i>)	407
31 MARS 2011. – DÉCISION 2011/220/UE DU CONSEIL relative à la signature, au nom de l’Union européenne, de la convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d’autres membres de la famille (<i>J.O. L 93, 7 avril 2011</i>)	411
9 JUIN 2011. – DÉCISION 2011/432/UE MODIFIÉE DU CONSEIL relative à l’approbation, au nom de l’Union européenne, de la convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d’autres membres de la famille (<i>J.O. L 192, 22 juillet 2011</i>)	411
23 NOVEMBRE 2007. – CONVENTION sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d’autres membres de la famille (<i>J.O. L 192, 22 juillet 2011</i>)	423
18 JUIN 1971. – LOI modifiée portant approbation de la Convention sur le recouvrement des aliments à l’étranger, en date à New York, du 20 juin 1956 (<i>Mémorial A n° 42, 3 juillet 1971</i>)	439
24 OCTOBRE 1956. – CONVENTION sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants	443
2 OCTOBRE 1973. – CONVENTION concernant la reconnaissance et l’exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires	444
2 OCTOBRE 1973. – CONVENTION de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires	448

1.6.3. Jurisprudence

JP Lux, 22 décembre 2016.	451
JP Lux, 12 janvier 2017	455
JP Lux, 9 mars 2017.	461

JP Lux, 5 avril 2017	464
JP Lux, 6 avril 2017	466
JP Lux, 3 mai 2017	470

1.7. Médiation familiale

3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	474
---	-----

1.8. Violence domestique

8 SEPTEMBRE 2003. – LOI modifiée sur la violence domestique portant modification 1) de la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police; 2) du Code pénal; 3) du Code d'instruction criminelle; 4) du nouveau Code de procédure civile (<i>Mémorial A n° 148, 3 octobre 2003</i>)	478
3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	484

1.9. Protection en matière de bail d'habitation

21 SEPTEMBRE 2006. – LOI modifiée sur le bail à usage d'habitation (<i>Mémorial A n° 175, 2 octobre 2006</i>)	487
---	-----

2. DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

2.1. Régimes matrimoniaux

2.1.1. Textes nationaux

15 MARS 1803. – CODE civil	489
3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	502
16 JUIN 1879. – CODE pénal	503

2.1.2. Conventions internationales

17 MARS 1984. – LOI portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux, signée à La Haye, le 14 mars 1978 (<i>Mémorial A n° 29, 9 avril 1984</i>)	504
14 MARS 1978. – CONVENTION de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux	504

2.2. Successions et donations

2.2.1. Donations entre vifs et testaments

15 MARS 1803. – CODE civil	508
--------------------------------------	-----

2.2.2. Successions

15 MARS 1803. – CODE civil	523
3 AOÛT 1998. – NOUVEAU CODE de procédure civile	538
18 DÉCEMBRE 2009. – LOI relative aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant • la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession • la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d’enregistrement, de timbre, de succession • la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l’article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d’enregistrement, de timbre, de succession • la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d’enregistrement, de succession et de timbre (<i>Mémorial A n° 256, 28 décembre 2009</i>)	546
11 JUILLET 2014. – ARRÊT N° 110/14 de la Cour constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 129, 21 juillet 2014</i>)	547

2.2.3. Dispositions spécifiques en matière de droit successoral rural

31 JANVIER 1970. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant institution d’un organe de taxation en matière de droit successoral rural (<i>Mémorial A n° 8, 11 février 1970</i>)	549
14 JUILLET 1971. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet de définir et préciser les éléments nécessaires pour la détermination de la valeur de rendement d’un domaine agricole (<i>Mémorial A n° 47, 22 juillet 1971</i>)	549
30 DÉCEMBRE 1981. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet de définir et de préciser les éléments nécessaires pour la détermination de la valeur de rendement d’un domaine viticole (<i>Mémorial A n° 102, 30 décembre 1981</i>)	552
25 MAI 2007. – ARRÊT N° 40/07 de la Cour Constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 96, 19 juin 2007</i>)	555

2.3. Libéralités

22 FÉVRIER 1984. – LOI concernant l’acceptation des libéralités faites au profit de l’État et des autres personnes morales de droit public, des associations sans but lucratif et des établissements d’utilité publique (<i>Mémorial A n° 20, 10 mars 1984</i>)	558
---	-----

BIBLIOGRAPHIE	559
-------------------------	-----